



PHOTO : ALAMY/NIAL CARBON

Un répit budgétaire

Patrick Honohan explique comment le FMI a aidé l'Irlande à surmonter sa crise financière

Steve Dorst

PATRICK HONOHAN a été nommé gouverneur de la Banque centrale d'Irlande en 2009, en pleine débâcle financière. En tant que haut fonctionnaire des finances, il a coordonné les efforts de sauvetage des institutions bancaires du pays et a joué un rôle de premier plan dans les négociations en vue d'un programme d'aide du FMI, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne. Honohan a quitté la banque centrale en 2015, une fois que le redressement économique était en bonne voie. Il avait précédemment travaillé au FMI et à la Banque mondiale et fait fonction de conseiller économique du Premier ministre irlandais, Garret FitzGerald. Il a enseigné à la London School of Economics, à l'University College de Dublin et au Trinity College de Dublin.

F&D : Qu'est-ce qui a causé la crise irlandaise ?

PH : L'économie s'est trouvée surendettée en raison d'une bulle des prix et d'un boom du BTP. Et lorsque la crise économique mondiale est arrivée (un peu auparavant, en fait), chacun s'est aperçu que le secteur du BTP était surdimensionné, les prix trop élevés et la confiance internationale en chute libre. La bulle immobilière a éclaté tout net. Les recettes fiscales de l'Irlande, extrêmement dépendantes de l'essor de l'immobilier, se sont aussi effondrées, d'où un gros trou noir dans les comptes publics. Et comme les banques se sont rendues compte que beaucoup de leurs clients, en particulier les promoteurs immobiliers et les entreprises du bâtiment, ne pourraient pas rembourser leurs emprunts, elles ont eu du mal à se financer elles-mêmes.

F&D : Le gouvernement a-t-il réagi rapidement ?

PH : La réaction du gouvernement irlandais a été très rapide. En 2008 déjà, le ministre des Finances avait pris des mesures correctrices (affermisssement budgétaire, hausse des impôts et restrictions des dépenses). En 2009, le gouvernement avait établi un programme d'ajustement budgétaire sur plusieurs années, ce qui a encouragé les marchés. Mais au cours de l'année 2009, et surtout en 2010, les marchés ont perdu confiance dans ces mesures. Les opérateurs ont compris que les faillites bancaires allaient coûter des sommes pharaoniques à l'État, car celui-ci avait garanti l'intégralité des engagements des banques, et que la situation globale des finances publiques s'était aussi dégradée et allait rester affaiblie. De ce fait, en 2010, les marchés avaient perdu confiance dans le plan du gouvernement et l'efficacité de ses mesures de redressement.

F&D : Quand le gouvernement s'est-t-il rendu compte qu'il allait avoir besoin d'une aide extérieure ?

PH : Dans le courant de l'automne 2010, les rendements des titres publics irlandais sur le marché secondaire se sont mis à monter en flèche. Les banques n'étaient pas en mesure de s'autofinancer. Il était évident qu'il fallait agir, faute de quoi l'économie irlandaise toute entière serait prisonnière d'une spirale vicieuse de hausse des coûts de financement et de perte de l'accès aux marchés.

F&D : Y avait-il une autre solution que le recours à l'aide internationale ?

PH : Si nous avions continué sur notre lancée, en essayant de rétablir la situation face aux remous des

marchés financiers et à des taux d'intérêt très élevés, cela aurait coûté certainement plus cher que de nous engager dans un programme de redressement qui nous donnait l'assurance d'une aide financière adéquate sur trois années, moyennant un taux d'intérêt qui était, en définitive, suffisamment bas.

F&D : Quel rôle le FMI a-t-il joué dans la communication avec le public ?

PH : L'équipe du FMI a capté la confiance de la nation à un point surprenant. Son discours était dénué d'artifice, sensible et direct. Et les Irlandais se sont dit : « Eh bien, on dirait que ces gars sont là pour nous venir en aide. »

F&D : Y a-t-il eu des points de discordance ?

PH : J'aurais préféré que nous débutions avec un taux d'intérêt plus bas. Ce n'était pas faisable pendant la période des négociations, mais c'est devenu possible

Il fallait agir, faute de quoi l'économie irlandaise toute entière serait prisonnière d'une spirale vicieuse de hausse des coûts de financement et de perte de l'accès aux marchés.

sept ou huit mois plus tard. J'aurais aimé que la situation des banques soit affermie au moyen d'une injection directe de capitaux ou grâce à une sorte de mécanisme d'assurance. Mais les représentants du FMI, comme ceux de la Communauté européenne, nous ont répondu que ce n'était pas faisable.

F&D : Quel rôle le gouvernement irlandais a-t-il joué dans l'élaboration du programme d'ajustement ?

PH : Il s'agissait pour l'essentiel d'un programme irlandais. Les prêteurs et les emprunteurs étaient divisés quant à la période d'ajustement qui serait nécessaire, mais une fois que le montant de l'aide a été fixé, c'est le gouvernement irlandais qui a décidé comment la charge serait répartie entre les hausses

d'impôts et les réductions des dépenses. Et en matière de taxation, quels impôts seraient concernés. Et s'agissant des dépenses, quels ajustements seraient pratiqués.

F&D : Combien de temps a-t-il fallu pour que l'économie se redresse ?

PH : Nous n'avons pas constaté le moindre signe de reprise de l'emploi ni de l'activité économique avant 2012. Le ralentissement a été très, très marqué. Et les pertes d'emplois non moins graves.

F&D : Comment avez-vous présenté le programme à l'opinion publique ?

PH : Lors de mes interventions publiques à l'époque, j'ai expliqué que le FMI allait mettre l'Irlande à l'abri des aléas des marchés financiers internationaux, qui exigeaient alors des taux d'intérêt très élevés pour prêter des fonds à l'Irlande, et que l'Irlande avait besoin d'emprunter beaucoup de fonds pour que les services publics puissent continuer à fonctionner. L'aide qui nous était offerte nous donnait un répit pour redresser les finances publiques, l'économie dans son ensemble, et le système bancaire, de telle manière qu'à la fin de 2013, trois ans plus tard, l'Irlande soit remise sur pied, de même que son système bancaire.

F&D : Comment l'opinion publique a-t-elle réagi ?

PH : J'ai observé trois vagues de réactions politiques. D'abord, je pense qu'une grande partie des Irlandais avaient pendant un temps l'impression que c'était « trop beau pour être vrai », et qu'il faudrait inévitablement déchanter, se disant : « Ah, on aurait dû se rendre compte que c'était trop beau pour être vrai ». Il y a eu ensuite un glissement de la pensée politique, du style : « Il y a forcément un coupable, et ce doit être les banques, ou les promoteurs, ou le gouvernement » — ou une combinaison des trois. Par la suite, au bout de deux ans, je pense que les gens se sont mis à chercher des coupables ailleurs, en rejetant la faute sur l'Union européenne, sur la mondialisation galopante, ou encore sur les marchés financiers internationaux. **FD**

STEVE DORST est producteur de documentaires. Il a créé une série de vidéos traitant du travail effectué par le FMI en Colombie, en Irlande et au Viet Nam.

Cet entretien a été abrégé et modifié par souci de clarté.